

Sélection de publications,

Etats-Unis : Défense et politique étrangère

AVRIL 2013

Maya Kandel, IRSEM, chargée d'études Etats-Unis / Relation transatlantique

Sommaire

| | |
|---|---|
| Politique étrangère, les grandes orientations..... | 1 |
| Politique intérieure, les grandes divisions | 2 |
| Réforme du Pentagone, poids du Congrès, rôle des militaires | 3 |
| Budget civil de la politique étrangère, soft power..... | 4 |
| Contre-terrorisme, CIA, forces spéciales..... | 5 |
| Un nouveau rapport sur la torture sous Bush..... | 5 |
| Afrique..... | 6 |
| En Syrie, des échos de la Bosnie..... | 6 |

Politique étrangère, les grandes orientations

- [Owen Harries & Tom Switzer, "Leading from Behind: Third Time a Charm", *The American Interest*, April 12, 2013](#)

Article passionnant pour la mise en perspective historique qu'il propose des débats actuels sur l'orientation générale de la politique étrangère américaine, en particulier dans la comparaison avec la période de l'immédiat après-guerre froide, ainsi qu'avec l'administration Nixon : périodes de fins de guerre marquées par des problèmes budgétaires aigus, une interrogation sur le déclin, et une population fatiguée de l'aventurisme extérieur et qui se préoccupe davantage des problèmes intérieurs. Plus largement, comme sous Nixon et comme dans les années 1990, Washington s'interroge sur les intérêts américains et sur le rôle des Etats-Unis dans le monde. En ce sens, l'idée générale exprimée par la notion de « *leading from behind* » au moment de la crise libyenne est en fait selon les auteurs la troisième apparition de ce concept, dont l'idée générale est bonne même si elle a provoqué de vives protestations et accusations contre Obama (Clinton avait subi les mêmes agressions verbales dans les années 1990, comme le rappelle l'article).

La principale différence avec les périodes antérieures citées réside dans l'opinion publique américaine, où le sentiment isolationniste et la volonté de se détourner des affaires internationales pour s'occuper des problèmes à la maison trouvent un écho comparable aux niveaux des années 1930. Ces sentiments se retrouvent tout particulièrement chez les *Millenials*, la nouvelle génération des jeunes adultes américains.

Pour les auteurs, la période actuelle nécessite une redéfinition « non sentimentale » (entendre, plus restrictive) des intérêts nationaux. Elle devrait surtout être pour Obama l'occasion de définir et défendre une nouvelle politique étrangère plus prudente, plus en rapport avec le sentiment dominant de la population et les moyens réduits du pays. L'exercice est d'autant plus essentiel et faisable que le président Obama dirige et concentre la politique étrangère au sein de la Maison Blanche d'une manière inédite depuis Nixon justement.

- [Richard N. Haass, "How to build a second American century, Washington Post, April 26 2013](#)

Pour Richard Haass, président du Council on Foreign Relations, un second siècle américain est parfaitement envisageable, argument qu'il justifie par une analyse à la fois internationale et intérieure. Mais l'obstacle principal vient de la politique intérieure américaine, et du blocage actuel des institutions, en raison de l'hyper polarisation partisane qui semble atteindre de nouveaux sommets à chaque élection. En écho à la volonté d'Obama de se concentrer sur le « *nation building at home* », Haass plaide pour que le pays se concentre sur les questions intérieures, du système d'éducation aux infrastructures en passant par l'indispensable réforme des comptes publics donc du système de retraite et de santé. Pour Haass, la seule alternative sera un second Moyen-âge aux conséquences catastrophiques pour tous.

- [Josh Rogin, "Former top U.S. official: China getting fed up with North Korea », Foreign Policy, April 5, 2013](#)

Entretien avec Kurt Campbell, « Monsieur pivot » du département d'Etat jusqu'au mois dernier, sur la Chine et la Corée du Nord. La fin de l'article revient sur les attermoissements américains autour de l'utilisation du terme de rééquilibrage (*rebalancing*) plutôt que pivot – toute personne ayant discuté avec des officiels américains depuis janvier 2012 aura subi l'inévitable introduction sur la question, l'élément le plus intéressant étant sans doute la confirmation de fin, que Campbell lui-même trouve ironique : "*Who is the person who actually likes the term and the concept of the pivot? The president of the United States.*"

Politique intérieure, les grandes divisions

- [Jonathan Martin and John F. Harris, "President Obama, Republicans fight the class war", Politico, April 15, 2013](#)

Très bon article pour ceux qui s'intéressent à la politique intérieure américaine, sur les interrogations actuelles dans les deux partis. Pour les Républicains, dont la crise existentielle interne est nettement plus aigüe, la question est de savoir s'il faut ajuster leur message, ou en changer radicalement pour tenir compte de l'évolution de la population américaine telle que « révélée » par l'élection de 2012 ;

plus profondément, ils vont surtout devoir repenser leurs priorités, qui sont loin de celles de la majorité des Américains. Côté démocrate, le parti est confronté à un dilemme : faut-il accuser Obama de « centrisme » voire de capitulation parce qu'il a proposé de réformer le système de retraites ? Ou au contraire, les Démocrates doivent-ils profiter de leur contrôle politique actuel pour faire les réformes indispensables sur les retraites et le système de santé pour les personnes âgées et les plus pauvres (*Social Security, Medicare, Medicaid* – les *entitlements*), faute de quoi ces réformes risquent d'être menées plus tard par les Républicains.

Au-delà de ces interrogations, l'article met en perspective les débats actuels par rapport à la vie politique américaine des dernières décennies et montre en particulier l'évolution du débat des questions culturelles (époque Reagan, domination républicaine), aux questions économiques (qui ont fait gagner Obama).

- [Mark Potok, "The Year in Hate and Extremism", *Intelligence Report*, Spring 2013, Issue Number: 149](#)

Le nombre de groupes et milices extrémistes « patriotes conspirationnistes » (hostiles au gouvernement fédéral et/ou adeptes des théories du complot) a explosé aux Etats-Unis depuis l'élection du premier président noir en 2008, pour atteindre un nombre inégalé de 1 360 en 2012. Cet article offre de nombreuses données précises et intéressantes sur ce phénomène, dont le paroxysme antérieur avait été atteint sous la présidence de Bill Clinton (mais avec un pic de 858 en 1996, un an après l'attentat d'Oklahoma City) – répartition géographique, sondages d'opinion, et un rappel des violences verbales et physiques de certains de ces groupes.

Réforme du Pentagone, poids du Congrès, rôle des militaires

- [Stephanie Gaskell, Chuck Hagel calls for major Pentagon shake-up, *Politico*, April 3, 2013](#)

Compte-rendu du premier discours de Hagel en tant que secrétaire à la Défense, qualifié « d'appel le plus vigoureux depuis 25 ans pour un changement structurel du fonctionnement du Pentagone ». Hagel a en effet fait référence à la réorganisation massive mise en œuvre sous Reagan, notamment par le biais de la loi Goldwater-Nichols qui avait réorganisé la chaîne de commandement, en renforçant entre autres le rôle du *Chairman of the Joint Chiefs* vis-à-vis des chefs d'Etat-major des services. Pour Hagel, les contraintes sont plus importantes aujourd'hui, et il établit trois priorités de la restructuration : le processus d'acquisition, les coûts de personnels (qui absorberaient la totalité du budget en 2039 en l'absence de réforme, selon les calculs de Todd Harrison du CSBA), et la bureaucratie du département. Une réforme de la chaîne de commandement serait également à l'étude.

- ["Army: Thanks but no tanks", *Politico*, 28 avril 2013](#)

Excellent illustration du complexe militaro-industriale-parlementaire et de son fonctionnement aux Etats-Unis, avec ces chars « dont l'armée ne veut pas mais que le Congrès va financer quand même ». La clé d'interprétation : les emplois industriels concernés dans plusieurs circonscriptions, où les élus se sont donc faits les champions de ces chars Abrams dont l'armée de terre dit ne plus avoir besoin pour quelques années. Il s'agit d'un cas d'école, où l'on voit que les parlementaires agissent indépendamment de leur affiliation partisane, voire même de leurs convictions profondes (sur la

nécessaire réduction du budget de l'Etat en l'occurrence). La particularité américaine tient dans les pouvoirs de la minorité au Congrès, dont l'une des conséquences est qu'il est beaucoup plus facile de lancer un nouveau programme que de mettre fin à un programme existant.

- [Jim Golby, Kyle Dropp, Peter Feaver, "Listening to the Generals: How Military Advice Affects Public Support for the Use of Force", CNAS, April 2013](#)

Etude tout à fait intéressante du CNAS (*Center for a New American Security*) sur l'influence des prises de position publiques des militaires sur l'opinion publique américaine dans les cas où l'utilisation de la force militaire à l'étranger est envisagée par les dirigeants politiques. On apprend ainsi que l'opposition des militaires à une opération augmente en moyenne de 7 points l'opposition de l'opinion, tandis que le soutien des militaires à une opération n'aura tendance à augmenter que de 3 points le soutien de la population dans son ensemble. D'autre part, les sympathisants et électeurs républicains sont plus sensibles et donc reflètent davantage l'opinion exprimée par les militaires. Pour cette étude, plus de 5000 Américains ont été interrogés ; les auteurs ont choisi deux cas concrets (Iran et Syrie ; la Libye n'est pas étudiée car aucun militaire n'a fait de déclaration officielle de soutien ou d'opposition à l'opération – même si plusieurs ont exprimé leur scepticisme) ; et deux cas plus abstraits (intervention humanitaire et terrorisme). Très intéressant en termes de stratégie d'influence et du rôle des militaires vis-à-vis du public sur l'emploi de la force et les choix stratégiques internationaux.

Budget civil de la politique étrangère, soft power

- [Gen. David Petraeus and Michael O'Hanlon, "Fund — don't cut — U.S. soft power", Politico, April 30, 2013](#)

Tout plaidoyer en faveur du *soft power* américain est notable en cette période d'austérité budgétaire, et plus encore quand il émane de deux personnalités qu'on lierait plus spontanément au *hard power*, en l'occurrence le Général Petraeus et l'expert défense de la Brookings Mike O'Hanlon. Autre élément notable de cet article qui défend le budget du département d'Etat et de USAID (le budget des affaires internationales, ou « ligne 150 » dans le jargon budgétaire du Congrès), les pays « à aider » (aide au développement donc) cités en priorité, outre les suspects habituels que sont Egypte, Pakistan et Afghanistan, sont tous des pays d'Afrique.

- [Stewart Patrick, "Funding Foreign Policy for National Security: Obama's Civilian Power Budget", Council on Foreign Relations, April 11, 2013](#)

Toujours sur le thème du budget civil des affaires internationales, cet article très utile du CFR détaille les montants par postes de la requête budgétaire de l'administration Obama. On notera d'emblée que le total demandé, de 47,8 milliards de dollars est légèrement supérieur à ce qui a été voté par le Sénat démocrate (45,6 milliards), et très largement supérieur à la proposition votée à la Chambre républicaine, à 38,7 milliards – ce qui représenterait une baisse de 25% par rapport au premier budget du département d'Etat sous Obama, il y a seulement quatre ans. Reste à voir ce qu'il adviendra du Fonds réclamé pour les pays du « printemps arabe » (déjà rejeté par le Congrès auparavant), ou encore du budget en légère hausse concernant les « pays du pivot » en Asie ; en revanche, après Benghazi, le Congrès devrait approprier les fonds supplémentaires destinés à améliorer la sécurité des ambassades et consulats américains dans les pays à risque.

Contre-terrorisme, CIA, forces spéciales

- [Mark Mazzetti, A Secret Deal on Drones, Sealed in Blood, *The New York Times*, April 6, 2013](#)

Article de Mark Mazzetti, journaliste du *New York Times* et auteur d'un livre récemment sorti sur la transformation de la CIA depuis les attentats de 2001 et notamment le rôle de l'agence dans les frappes de drones (l'ouvrage de Mazzetti : *The Way of the Knife: The C.I.A., a Secret Army, and a War at the Ends of the Earth* est sorti en avril 2013 chez Penguin Press). La CIA a passé la dernière décennie à développer ses capacités militaires tandis que dans le même temps le Pentagone augmentait ses capacités de renseignement ; aujourd'hui, cette confusion des rôles crée des redondances sur certains théâtres, par exemple au Yémen. Intéressant à l'heure où le nouveau directeur de la CIA, anciennement M. Drones au sein de la Maison Blanche, John Brennan, entend transférer au Pentagone le programme des frappes pour que la CIA se recentre sur ses fonctions plus traditionnelles de renseignement. Sur le même sujet, Mazzetti a donné un entretien intéressant le 18 avril dernier dans l'émission *The Daily Show*, visible [ici](#).

- [Craig Whitlock, "Niger rapidly emerges as a key U.S. partner in anti-terrorism fight in Africa", *Washington Post*, April 14 2013](#)

Le Niger est en train de devenir un allié essentiel des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme en Afrique. Mais l'article porte en fait davantage sur la tension croissante entre la volonté de promouvoir le développement et la démocratie en Afrique (côté département d'Etat) et l'implication croissante du Pentagone et de sa politique contre-terroriste sur le continent. Mais l'urgence à faire tenir des élections pour satisfaire aux exigences notamment du Congrès en matière de versement d'aide (cf. Mali) pourrait avoir des effets contre-productifs (cf. ... Mali).

- [Linda Robinson, « The Future of US Special Operations Forces », *Council on Foreign Relation*, April 2013](#)

Pendant la dernière décennie, les forces spéciales américaines ont connu une augmentation sans précédent de leur nombre et de leurs missions : présentes à tout moment dans plus de 70 pays, elles ont vu leur budget quintupler en dix ans. Ce rapport offre un récapitulatif utile de leurs missions, et propose surtout de réfléchir davantage à leur rôle dans le nouveau contexte stratégique. Une réflexion essentielle à l'heure du « *light footprint* » ou empreinte légère, dont le succès repose pour beaucoup sur l'utilisation des forces spéciales.

Un nouveau rapport sur la torture sous Bush

- [Scott Shazne, "U.S. Practiced Torture After 9/11, Nonpartisan Review Concludes", *The New York Times*, April 16, 2013](#)

Un nouveau rapport indépendant et non-partisan, de 577 pages, a été rendu public le 16 avril. Elaboré par le *Constitution Project*, il établit que les Etats-Unis ont pratiqué la torture dans les années

suivant les attentats de 2001 et que les dirigeants politiques de l'époque en portent la responsabilité. Les directeurs de la *task force* mise en place pour ce projet, un républicain et un démocrate, n'ont pas eu accès aux documents classifiés de la CIA (qui ont servi de base à un rapport, toujours secret, de l'agence elle-même). Le rapport du Sénat sur la même question demeure également classifié, bien que plusieurs parlementaires, dont le sénateur McCain, ne cessent d'en demander la déclassification. Ce rapport est donc le document public le plus complet à ce jour. Fait notable, il contient une annexe de 22 pages qui entend démontrer d'un point de vue légal, à partir de précédents, que les « techniques d'interrogation avancées » autorisées par l'administration Bush après le 11 septembre peuvent être qualifiées de torture. Le rapport de 600 pages peut être téléchargé [ici](#) ; il est aisément consultable par page et/ou section, et particulièrement intéressant à l'heure où l'on reparle beaucoup de Guantanamo et de la question des détenus de la guerre contre le terrorisme.

Afrique

- [Brookings Africa Growth Initiative, "Top Five Reasons Why Africa Should Be a Priority for the United States", Brookings, March 2013](#)

Ce rapport, qui réunit plusieurs experts de la Brookings, traite de tous les aspects de la politique africaine des Etats-Unis, de la sécurité à l'énergie et au commerce, en passant par la présence chinoise et les questions de développement.

En Syrie, des échos de la Bosnie

Faute de place et donc de pouvoir refléter ici l'ensemble du débat aux Etats-Unis sur la question de l'intervention en Syrie, j'en profite pour mentionner la parution de mon dernier ouvrage : [Mourir pour Sarajevo ? Les Etats-Unis et l'éclatement de la Yougoslavie](#), publié le mois dernier aux Editions du CNRS. Il est tiré de ma thèse de doctorat, dirigée par le professeur Pierre Melandri et soutenue en 2010 à l'IEP de Paris, qui portait sur « Le Congrès américain et la désintégration de la Yougoslavie, de la chute du mur de Berlin aux accords de Dayton ». Les parallèles sont malheureusement nombreux, plus de vingt ans après, qu'il s'agisse des hésitations du président américain (Clinton à l'époque), de la paralysie de la « communauté internationale » (l'inclusion des BRICS n'y a rien changé, au contraire), d'un Conseil de sécurité revenu aux blocages de la Guerre froide, ou encore d'un Congrès américain où les attaques se multiplient contre la politique syrienne de Barack Obama, pour des raisons variées qui empêchent pour l'instant toute majorité en faveur d'une autre politique (il avait fallu trois ans de conflit en Bosnie pour que le Congrès impose à Clinton la levée de l'embargo sur les armes contre les Bosniaques). Pour une présentation de l'ouvrage, je vous renvoie au prologue du livre, rédigé par le Colonel Michel Goya, que vous pouvez lire [ici](#).

Nathalie Nougayrède du *Monde* avait écrit il y a quelques mois un très bon papier sur [« L'ombre portée du drame bosniaque »](#) en Syrie.

Vous pouvez également suivre mon compte Twitter ([@mayakandel](#)) pour une sélection plus large et quotidienne de ces publications, et des liens supplémentaires aux rapports et documents officiels, au fil de leur parution.